

Des voix: Bravo!

M. Jamieson: Le député a demandé combien de temps cela durerait. Il me semble que le ministre des Finances mérite nos félicitations et non pas nos critiques pour avoir été très clair dans ce qu'il tenait à dire au sujet de la taxe de vente et de la durée de la réduction en question. Cela aurait pu être fait par un accord tacite avec les provinces sans déclarer de façon précise la date à laquelle la mesure cesserait d'être en vigueur. En d'autres termes, nous aurions pu manquer de franchise vis-à-vis de la population. Nous aurions en tout cas pu lui laisser croire que cette réduction durerait indéfiniment. Cela aurait eu deux effets. Tout d'abord, c'eût été la mauvaise manière de procéder. En second lieu, ainsi que le ministre des Finances l'a déclaré hier, puisque les Canadiens demandent au gouvernement fédéral de stimuler l'économie en augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs, il valait mieux leur déclarer franchement que dans les six mois à venir ils pourraient faire leurs achats à prix d'aubaine et que les achats qu'ils feraient seraient d'autant plus avantageux que la marchandise achetée coûterait plus cher. Il est donc tout à fait raisonnable de dire que cette mesure sera en vigueur pour une période de temps déterminée et d'inviter les citoyens à profiter.

De plus, le fait que cette période de six mois sera écoulée ne signifie pas que la coopération fédérale-provinciale prendra fin. Prétendre le contraire serait nier les énormes progrès que nous avons faits à la suite de la conférence des premiers ministres et des autres discussions qui ont lieu depuis plusieurs mois. Nous continuerons à nous consulter. Rien ne dit qu'à la fin de cette période de six mois, il n'y aura pas d'autres idées nouvelles et créatrices découlant de cette méthode de coopération unique conçue par le premier ministre (M. Trudeau) et suivie par le ministre des Finances au cours des quelques derniers jours.

Des voix: Bravo!

M. Jamieson: J'aimerais répondre autre chose aux députés qui m'ont demandé combien de temps cela allait durer. Qu'ils posent la même question aux gouvernements provinciaux. Je leur rappelle, ainsi qu'au public, que ce sont les taxes de vente provinciales qui sont réduites. Il n'y a rien dans cette loi ni dans aucune autre mesure législative future qui oblige une province, y compris Terre-Neuve, à rétablir les 3 p. 100 à la fin de la période de six mois ni qui les empêche de prendre d'autres mesures de leur cru.

A mon avis, et selon l'opinion de nombreux ministres des Finances provinciaux, selon la grande majorité des économistes et selon les éditorialistes qui ont analysé cette mesure, c'était là un nouveau moyen, éclairé et sage, d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, mais cela démontre en même temps que le gouvernement et les gouvernements provinciaux étaient sincères quand ils ont déclaré il y a plusieurs semaines qu'ils étaient prêts à entrer dans une nouvelle ère de collaboration dont la mesure en question est un exemple de choix. Je prédis qu'il y en aura bientôt beaucoup d'autres.

Des voix: Bravo!

M. Jamieson: Dès le début de mon intervention, j'ai dit que j'avais l'intention de parler surtout des répercussions de la conjoncture internationale sur l'économie canadienne. Malheu-

Budget—M. Jamieson

reusement, et peut-être fatalement, on a toujours tendance, dans ce genre de débat et d'ambiance, à raisonner comme si le Canada évoluait en vase clos, comme si nous étions entièrement à l'abri des forces qui s'affrontent, comme jamais dans le passé, dans toutes les parties du monde, et comme s'il nous était possible, par notre seule action à l'intérieur de notre pays, de tourner à notre avantage une situation qui fait que dans tous les pays industrialisés, la société et l'économie sont tellement bouleversées que, dans certains de ces pays, la stabilité du régime démocratique s'en trouve menacée. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les récents événements survenus dans un bon nombre de pays de la Communauté économique européenne pour constater qu'ils connaissent de graves difficultés, qu'il faut avoir la franchise de l'admettre, et qu'en réalité, tant que durera cette situation, il sera impossible pour un pays seul, comme le Canada, de s'en isoler complètement. Ce n'est pas que nous ne puissions prendre de mesures, à la Chambre ou dans les assemblées provinciales, pour améliorer notre situation.

● (1732)

A mon avis, monsieur l'Orateur, non seulement l'actuel ministre des Finances mais ses prédécesseurs ont adopté toute une série de mesures qui, bien qu'ayant suscité la dérision de l'autre côté de la Chambre, ont su, si l'on voit les choses avec objectivité, améliorer la performance économique du Canada au cours de ces dernières années, comme le montrent les indicateurs de l'OCDE et tous les autres indicateurs internationaux, bien mieux que n'ont pu le faire tous les pays de la Communauté européenne ou les pays membres de l'OCDE. Ce sont des faits, et je demande aux députés de les voir comme ils sont.

Des voix: Bravo!

M. Jamieson: Pas plus tard que ce matin, j'étais aux Nations-Unies à New York pour régler des questions gouvernementales d'un tout autre ordre, et j'ai eu l'occasion de discuter de cette question avec plusieurs personnes et d'apprendre ce qui se produisait dans la communauté internationale. Je tiens à dire aux députés, que malgré la gravité de nos problèmes au Canada, si on les compare à ceux par exemple des États-Unis—où hier seulement le président faisait encore appel à ses concitoyens pour leur demander de freiner leurs tendances inflationnistes et de prendre les mesures nécessaires pour faire baisser la montée des prix continue—nous n'avons pas mené si mal notre barque.

Au sein de la Communauté européenne, la semaine dernière seulement, les neuf chefs d'État se sont réunis à Copenhague et ont résolu qu'au cours des douze prochains mois, ils chercheraient à obtenir une augmentation de la productivité de l'ordre de 4.5 p. 100. Si l'on prend ce taux comme étalon et il représente une approximation très mesurée de ce que ces chefs d'État espèrent obtenir—il semble qu'il serait plus raisonnable de féliciter le ministre des Finances de nous dire que le Canada, non seulement atteindra la moyenne mondiale en termes de croissance économique, mais que notre situation économique sera légèrement plus favorable que celle de la moyenne des pays de l'OCDE.